

ACTION URGENTE

CHINE. UN SYNDICALISTE ARRÊTÉ EMPÊCHÉ DE CONSULTER UN AVOCAT

Wei Zhili, un des rédacteurs de « Nouvelle Génération » (*xinshengdai*), un site Internet qui rend compte de la situation des travailleurs migrants internes en Chine, a été arrêté par la police à son domicile, à Shenzhen, le 20 mars 2019. Il risque d'être soumis à des actes de torture et à d'autres formes de mauvais traitements, car aucun contact direct n'a été établi avec lui depuis son arrestation et il n'est pas autorisé à consulter un avocat de son choix.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Directeur du Bureau de la Sécurité publique
du District de Pingshan, à Shenzhen*

*Song Yiya
1 Longping Lu, Pingshan Qu,
Shenzhen, 518118,
Chine*

Monsieur le Directeur,

Wei Zhili a été arrêté chez lui, à Shenzhen, par un groupe d'agents de la sécurité publique le 20 mars 2019, vers 2 heures du matin. La police n'a pas présenté de mandat d'arrêt ni de perquisition pendant la fouille de son domicile, et a interrogé Wei Zhili durant une heure avant de l'appréhender.

Les policiers ont dit au père de Wei Zhili qu'ils l'arrêtaient pour « trouble à l'ordre social ». Ils ont saisi l'ordinateur et le téléphone portable de Wei Zhili, ont indiqué qu'il serait placé en « détention criminelle » et ont ajouté qu'ils enverraient une notification pénale officielle à la famille quelques jours plus tard.

Un policier a en outre menacé le père de Wei Zhili en lui disant que son fils serait « éduqué » au centre de détention, reprochant à Wei Zhili de « ne pas avoir un travail convenable alors qu'il était diplômé d'une bonne école et d'avoir été soumis à un "lavage de cerveau" pour se livrer à des activités anticommunistes et contre-révolutionnaires portant atteinte à l'ordre social ».

N'ayant eu aucun contact avec Wei Zhili après son arrestation, son épouse et des avocats engagés par la famille se sont rendus auprès de plusieurs services de la sécurité publique à Shenzhen et à Guangzhou pour s'enquérir de son sort. Finalement, le 26 mars, la police du district de Ping Shan, à Shenzhen, a informé l'épouse de Wei Zhili par téléphone que celui-ci avait été placé dans le Centre de détention n° 2 de Shenzhen pour « avoir cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Il est à craindre que Wei Zhili, n'étant pas autorisé à consulter un avocat de son choix, ne subisse des actes de torture ou d'autres mauvais traitements.

*Le 20 mars également, Ke Chengbing, autre rédacteur du site Internet « Nouvelle Génération » (*xinshengdai*), a disparu sans laisser de traces, mais on ignore s'il a lui aussi été arrêté par la police.*

En conséquence, je vous prie instamment :

- de libérer Wei Zhili immédiatement et sans condition, à moins qu'il n'existe des éléments dignes de foi, suffisants et recevables tendant à prouver qu'il a commis une infraction reconnue par le droit international, et qu'il ne soit jugé dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;
- de veiller à ce que Wei Zhili ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements, soit autorisé à consulter régulièrement et sans restriction l'avocat de son choix et puisse communiquer avec les membres de sa famille, sans aucune ingérence, à moins que cela ne soit justifié au regard du droit international relatif aux droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Wei Zhili est l'un des rédacteurs de « Nouvelle Génération » (*xinshengdai*), un site Internet qui rend compte de la situation des travailleurs migrants internes venus des régions rurales de Chine. « Nouvelle Génération » utilise également d'autres sites de réseaux sociaux de Chine continentale pour diffuser des informations sur l'emploi et le droit du travail, ainsi que sur la sécurité et la santé au travail. Dernièrement, une grande partie de ses travaux a été consacrée au sort des travailleurs et travailleuses de la province du Hunan qui ont contracté la silicose, faute de mesures de protection en matière de santé et de sécurité au travail dans les usines.

Wei Zhili est engagé dans le domaine du droit du travail et des questions féministes depuis qu'il a achevé ses études universitaires, en 2001. Une fois diplômé, il a travaillé dans un centre (手牵手工友活动室), à Shenzhen, qui propose un soutien aux travailleurs, notamment en leur dispensant des conseils juridiques et en les défendant en justice. Tian Yu, une femme qui a réchappé à la vague de suicides des usines Foxconn, a souligné sur son blog que Wei Zhili était quelqu'un de particulièrement attentionné et aimable, et que Wei Zhili et un groupe d'étudiants l'avaient soutenue, ainsi que sa famille, l'aidant à traverser la période la plus difficile qu'elle ait jamais connue.

De plus, Wei Zhili avait déjà été menacé par la police en raison de son activité dans le domaine des questions relatives au travail. À cette occasion, la police lui aurait dit, ainsi qu'à d'autres syndicalistes, que le militantisme syndical « trouble[ait] l'ordre social » et que « parler pour les travailleurs [était] anticommuniste et contre-révolutionnaire ».

Les personnes qui ont des activités militantes et qui défendent les droits humains continuent à être systématiquement soumises à une surveillance, à des manœuvres de harcèlement et d'intimidation, ainsi qu'à des arrestations et à des placements en détention. De plus en plus de défenseur.e.s des droits humains sont retenus par la police dans des lieux de détention non officiels, parfois sans pouvoir consulter un avocat pendant de longues périodes, et risquent de ce fait de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

Depuis juillet 2018, les autorités chinoises ont arrêté arbitrairement et interrogé des dizaines de responsables de mouvements étudiants, de défenseur.e.s des droits des travailleurs et d'employé.e.s d'usines dans au moins cinq villes, dans le contexte d'une répression accrue contre le mouvement syndical naissant dans le pays.

Année après année, la Chine a continué à prendre des mesures pour renforcer son système de censure d'Internet, déjà très répressif. Des milliers de sites Internet et de réseaux sociaux sont contraints de censurer leur contenu, et certaines plateformes telles que Facebook, Instagram et Twitter sont bloquées. De plus, un certain nombre de journalistes citoyen.ne.s et de responsables de médias locaux publiant des articles et des informations sur des violations des droits humains commises en Chine ont été la cible d'arrestations et d'incarcérations.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 8 MAI 2019.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM, PRÉNOM ET PRONOM À UTILISER : Wei Zhili (il)